

Les communautés en diaspora : les enjeux identitaires dans le processus d'intégration

Krassimira Krastanova
Université de Plovdiv, Bulgarie

Les communautés en diaspora et les petites sociétés – entre la citoyenneté et le sentiment d'appartenance

Au cours des dernières décennies, on a assisté à l'intensification des migrations massives, provoquées par les transformations politiques et économiques des pays post-communistes, par des conflits militaires ou des conditions de vie défavorables dans le monde entier obligeant les gouvernements à instaurer des politiques et à légiférer pour gérer les différences culturelles. Cette situation est aussi une conséquence des processus contemporains de globalisation qui modifient les représentations de l'espace, des frontières, de la manière d'organiser et de (re)composer la réalité tant géographique que sociale. Ces changements ont favorisé l'émergence de plusieurs formes de vivre-ensemble parfois fort contrastées. Ainsi, les individus et les collectivités sont amenés à construire le type d'univers social dans lequel ils souhaitent vivre (Bauman, 1995, p. 44-71, 126-138). Pour ce faire, on appliquera divers principes. Par exemple, on peut décider de rejeter l'Autre en négligeant ses attachements culturels et religieux, de tolérer la diversité ou d'intégrer le Différent ou l'étranger au tissu social vital. Le débat politico-philosophique montre bien qu'il s'agit d'appliquer des valeurs qui touchent l'ensemble de la vie sociale, la liberté de l'individu et l'identité culturelle (Makariev, 2004, p. 9-29). «Évidemment, dans la réalité, ces pratiques de coexistence ne se trouvent pas sous une forme pure puisque le contexte politico-historique, mais aussi le projet social mettent leurs empreintes sur la vie de tous les jours.

Ce qui nous frappe d'abord, c'est que tant en Bulgarie qu'au Canada c'est la cohabitation culturelle qui se trouve au fondement de ces sociétés et qui donne un caractère particulier aux liens sociaux. Toutefois, la gestion du multiculturalisme par les institutions gouvernementales de ces deux pays est fort différente, ainsi que leur façon de traduire ces diversités dans la vie quotidienne. Néanmoins, la conscience populaire, l'identité culturelle et le sentiment d'appartenance influent considérablement sur l'organisation sociale et les formes de sociabilité des collectivités humaines. Le but de cet article est d'examiner comment s'organisent les communautés en diaspora et de décrire les moyens qu'elles utilisent pour sauvegarder et exprimer leur culture au sein de leur société d'accueil. Ces questions sont en lien avec la problématique d'immigration et ne concernent pas seulement l'intégration sociale des nouveaux arrivants mais aussi l'échange de pratiques culturelles, une meilleure compréhension de l'Autre, de même que la transformation de la société d'accueil à la suite d'une longue cohabitation.

En outre, si nous comparons les phénomènes de « petite société » et de « communauté en diaspora », nous relevons des similitudes dans leur caractère dont l'origine se trouve dans la nature de la culture qui sert à organiser la vie sociale. Il existe plusieurs définitions de ce qu'est la culture et, parmi elles, émergent deux cercles de conceptions qui se complètent les unes les autres. Dans le premier cercle figurent les idées ayant trait au caractère universel de la culture par opposition à la nature; elles visent toutes les formes de croyances, représentations, savoirs, savoir-faire, arts, etc., et présentent un caractère essentialiste. La culture constitue la base de la société humaine et la condition qui permet de construire et de maintenir les relations collectives. Le deuxième cercle englobe les réflexions sur la diversité des phénomènes culturels en tenant compte de la dynamique et de l'exemplarité de processus historiques (Bonte & Izard, 2002, p. 190-196). Les approches qui se développent sur ces conceptions de la culture s'intéressent aux éléments déterminés spatialement ou géographiquement (région, pays,

montagne, mer, vallée, fleuve, etc.); aux façons d'organiser et de représenter le territoire (ville, campagne, global, local); aux groupements humains (population, peuple, communauté, groupe); à l'aspect temporel (période historique, temps passé ou moment actuel); aux activités et aux usages techniques, sociaux et symboliques. Dans ce contexte, les phénomènes culturels alimentent l'ensemble des traits spécifiques des groupes et servent de marqueurs de leurs identités.

Le changement de l'optique d'étude, mû par l'intérêt de connaître les sociétés actuelles et leurs façons d'élaborer des règles sociales et de s'y conformer, oblige à regarder sous un autre angle les notions de culture et d'identité. En réfléchissant sur les horizons scientifiques de l'anthropologie et sur la nécessité d'examiner les modèles de coexistence des différences de notre contemporanéité, Jean Métral propose un nouveau point de vue sur la culture dans la ville : « La culture en ville est un ensemble de systèmes relationnels et non un stock, une série, un ensemble de marqueurs qui font l'inventaire, répertorient, cristallisent. C'est aussi un ensemble de compétences qui permettent de circuler dans ces systèmes relationnels, nous mettent au contact, en présence, et de poser la question politique de vivre ensemble » (Métral, 2000, p. 11). Ces propos permettent d'utiliser le mot « cultures » au pluriel, de dire « des cultures » puisqu'il s'agit de plusieurs systèmes de rapports et de compétences et que la ville se présente comme un milieu où cohabitent diverses cultures. L'identité et la culture sont en corrélation en tant que systèmes d'interactions et de compétences construits à partir de représentations, de valeurs et d'expériences transmises. Le sentiment d'appartenance à la ville, l'aptitude à vivre dans la ville dépend de la capacité du citoyen de circuler entre ces mondes, de dialoguer avec eux et de tous les sentir siens.

Rompant avec les visions essentialistes, ces idées permettent d'interpréter autrement la question de l'identité dont la construction ne s'appuie plus sur les marques préalables ou définitivement données. Les identités sont appréhendées comme des systèmes relationnels,

d'où la possibilité qu'il y ait l'échange entre elles dans le monde multiple (Métral, 2000, p. 3-22). Vue sous cet angle, la notion d'identité correspond à la situation contemporaine dans les villes et la prépondérance de la diversité culturelle aide à concevoir le sens commun par les activités des citoyens qui présentent leur culture communautaire en tant que citoyens.

Le contexte multiculturel en Bulgarie : exemple de Plovdiv¹

Plovdiv, deuxième ville de Bulgarie, est un exemple de coexistence et de tolérance entre différentes communautés. Cette situation est le résultat des expériences et des pratiques de coexistence de nombreuses générations d'habitants. Les témoignages archéologiques et historiques, les rapports des diplomates et des missionnaires, les multiples récits de voyageurs décrivent le caractère multiculturel de Plovdiv en brossant un tableau pittoresque de la coexistence de diverses communautés ethniques et religieuses au cours des siècles (Chichkof, 1926, p. 193-205). Après le premier sondage statistique (1883), en Bulgarie, des sondages ont été effectués périodiquement afin de décrire la population et les changements qui se sont produits au fil des ans (Rezultati ot prebroiavaneto ; Koleva, 1965, p. 63-75). Les données statistiques révèlent que les groupes et les communautés se regroupent selon différents critères et, surtout, selon l'appartenance ethnique, religieuse et locale. Aujourd'hui encore, la ville est un territoire de cohabitation entre, d'une part, de nombreuses communautés ethniques – les Bulgares, les Turcs, les Tsiganes, les Arméniens, les Juifs et les Grecs – et, d'autre part, une multitude de groupes confessionnels – orthodoxes, catholiques, protestants, évangélistes, musulmans, grégoriens, judaïques, uniates.

Je traiterai brièvement de la situation de deux groupes en diaspora (les Arméniens et les Juifs) qui sont importants pour deux raisons : 1) ils habitent en Bulgarie depuis des siècles et 2) ils jouent un rôle actif dans le fonctionnement de la société bulgare.

¹ La recherche a été effectuée entre 2001 et 2004 dans le cadre des projets « Patrimoine et dialogue entre les cultures », « La vie de Plovdiv en photos et narrations : territorialisation de l'identité communautaire » et « Continuité des modèles et des pratiques de l'interaction entre les cultures dans le milieu urbain ».

Les Arméniens se sont installés massivement à Plovdiv après la deuxième moitié du XVI^e siècle. À cette époque, la communauté crée sa propre administration et s'approprie l'église grecque pour en faire son lieu de culte. Au cours du XVIII^e siècle, le quartier arménien (Nebet Tépé) se développe autour de cette église. À la fin du XIX^e et jusqu'en 1920, le gouvernement turc extermine les Arméniens et une grande partie de cette communauté se déplace vers les pays voisins de la Turquie. À la suite de cet événement, la vague d'émigration arménienne en direction de la Bulgarie s'amplifie. À cette époque, 3500 à 4000 Arméniens se réfugient à Plovdiv, ville où est déjà implantée une grande partie de leur communauté. L'installation des Arméniens dans la région s'intensifie après 1989 avec l'arrivée de citoyens d'Arménie et de la région du Haut- Karabash.

Les traces écrites autorisent à penser que les Juifs ne se sont installés à Plovdiv qu'à partir du XVII^e siècle, alors que les recherches historiques et archéologiques témoignent de leur présence permanente dans la ville depuis bien plus longtemps. L'émigration massive des Juifs vers les Balkans est due au fait que l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne les ont chassés à la fin du XV^e siècle. À Plovdiv, les Juifs se sont appropriés un quartier (Orta Mesar) dont les limites ont été définies par l'administration ottomane. À l'origine, dans ce quartier, il y avait deux synagogues et un lieu rituel (midrash). Après la Libération, on recensait à Plovdiv 500 familles juives qui représentaient 2168 personnes. Dans les années 1940, il y avait environ 7000 personnes. Aujourd'hui, on ne compte plus que 680 individus.

Je dois ajouter que le pouvoir officiel de l'Empire ottoman et, plus tard, du royaume bulgare n'autorisaient pas l'installation des réfugiés sur les terres agricoles; ils devaient donc habiter les villes. Ces deux communautés s'inscrivaient dans l'espace urbain en créant leurs propres quartiers. Dans la vie quotidienne, les relations de voisinage facilitent l'émergence du lien social et le développement de la solidarité communautaire. Cette solidarité se renforce grâce au travail mais aussi à la vie festive. La territorialisation des communautés s'est

maintenue pendant une longue période, soit de l'époque ottomane jusqu'aux années 1960. La modernisation de la ville et les changements dans les programmes urbains ont dispersé les communautés et dissous les liens de voisinage. Ce processus s'observe très clairement dans les communautés arméniennes et juives qui doivent quitter leurs maisons et leurs quartiers. Pour préserver les solidarités, on ne mobilise plus les relations de voisinage mais plutôt les liens interpersonnels entre membres d'une même communauté. Les noms populaires des quartiers (*Evreïska mahala*, *Armenska mahala*) continuent d'être utilisés pour désigner l'espace communautaire qui ne peut plus être circonscrit géographiquement.

La nouvelle territorialisation prend comme repère les monuments appartenant à chaque communauté et ayant été au centre de la vie des groupes. Ces monuments importants dans l'histoire des groupes (l'église et l'école arméniennes, la synagogue, les foyers de la culture, etc.) sont maintenant occupés par les représentants institutionnels des communautés. Le style architectural, les monuments patrimoniaux jouent un rôle important car ils organisent symboliquement l'espace communautaire et marquent le territoire. Dans la vie quotidienne, les lieux patrimoniaux permettent l'activation du lien social et de la solidarité communautaire, alors même que les individus ne sont plus regroupés sur un territoire unique.

Fragilité – un trait important des groupes en diaspora

Deux processus importants et de caractère contradictoire influent sur les manières d'exister des groupes en diaspora. L'un d'eux les amène à s'intégrer à la société d'accueil tandis que l'autre les conduit à se différencier afin de préserver leur appartenance communautaire. Le premier de ces deux processus dépend tant des lois, qui sont particulières dans chaque pays, que des contraintes en matière d'interactions sociales et économiques. Le second processus renvoie aux formes d'organisation et de structuration des communautés : territorialisation des groupes et existence compacte; dynamique d'immigration qui alimente les communautés en nouveaux membres; reproduction perpétuelle de l'identité, qui trouve ses

racines dans la culture et la valorisation du patrimoine. En cas de situations politiques particulières, ces processus contradictoires peuvent engendrer des conflits sur le droit des communautés à exprimer leurs différences ou à bénéficier des mêmes droits civils que les citoyens du pays d'accueil.

Les groupes en diaspora se caractérisent par leur homogénéité interne et une identité culturelle clairement exprimée. Ils créent de forts liens intracommunautaires à travers des réseaux qui permettent de maintenir une solidarité interne au groupe et de transmettre aux générations suivantes la mémoire collective. Les individus et les institutions des diasporas contemporaines entretiennent des liens durables avec le pays d'origine, qui renforcent le sentiment d'appartenance à la communauté ethnique par le partage de l'Histoire, du patrimoine et des valeurs culturelles. Ces rapports permettent de mettre en œuvre une stratégie pour assurer la survie du groupe aux politiques d'assimilation de la société d'accueil.

Lorsqu'on étudie les communautés en diaspora, il importe de garder à l'esprit que l'émigration est un acte, tant personnel que collectif, posé en réaction à des situations extrêmes et dangereuses. Dans le cas d'immigration massive, on observe fréquemment un processus de territorialisation du groupe : tous les réfugiés s'installent dans la même région, la même ville ou le même quartier. Cela permet l'échange d'informations et d'expériences et l'établissement d'une collectivité qui leur est propre et qui leur garantit une adaptation plus facile aux nouvelles conditions de vie. Le partage d'un destin commun et la volonté de sauvegarder leur vie tant sur le plan physique que social obligent les individus à convenir d'une stratégie qui, de fait, crée des liens profonds de solidarité à l'intérieur du groupe.

Le premier souci lors de l'installation du groupe est d'organiser l'école pour les enfants afin d'assurer la transmission de la langue en dehors du milieu familial où domine l'oralité. Ainsi, les élèves apprennent une langue littéraire qui, selon Hobsbawm (1990, p. 131-163), est un indicateur de l'existence d'une idée nationaliste et aide à maintenir un

sentiment d'appartenance ethnique. Dans une certaine mesure, la présence de « petites langues » bloque le processus de standardisation de la population d'un pays et l'émergence de l'image d'un État-nation homogène. Jusqu'au milieu du XX^e siècle, le nationalisme étatique s'exprimait plus fortement, mais par la suite, soit au cours des années 1960-1970, toutes les écoles communautaires ont fermé leurs portes.

Autrefois, la pratique du culte était très importante pour les communautés citées ci-dessus et les institutions religieuses ne servaient pas seulement à organiser le culte mais aussi à régler les rapports entre les membres du groupe. Chaque institution religieuse se réfère avant tout à sa hiérarchie ecclésiastique, tout en entretenant des relations avec les autres organisations laïques de la communauté de référence. La pratique religieuse est un outil supplémentaire servant à affirmer la différence ethnique et culturelle et à déterminer la fidélité aux confessions héritées; c'est un moyen de résister aux contraintes d'assimilation. On peut dire qu'aujourd'hui, l'Église ne joue plus un rôle aussi important dans la vie quotidienne. Mais les exemples récents relevés en Bulgarie montrent bien que la revendication d'une foi liée à un culte particulier est un marqueur permettant de légitimer les différences culturelles des communautés.

Chaque communauté est organisée autour d'une multitude de petites associations ayant pour but de répondre aux besoins particuliers des individus. Ces structures s'organisent en fonction des âges, des sexes, des différents objectifs poursuivis. Dans la vie collective, la Maison de la Culture joue un rôle important parce qu'elle réunit des gens autour d'activités artistiques, ce qui représente une autre manière de préserver sa différence culturelle. En même temps, elle s'efforce, par diverses activités, de multiplier les contacts interpersonnels au sein du groupe.

Des chercheurs ont mis en relief l'accroissement de l'importance de l'idéologie nationaliste des États européens au cours du XX^e siècle. À cette époque, il y avait plusieurs

mouvements contre les étrangers et les différences culturelles. Sans rendre complètement systématiques les stratégies du groupe visant à sauvegarder une existence sociobiologique au sein d'une autre population dominante, il n'en reste pas moins que l'endogamie a longtemps prévalu. Peu à peu, la solidité du groupe a été mise à l'épreuve par de nombreux mariages mixtes. En outre, la discrimination dans les sociétés d'accueil oblige une grande partie des immigrés à envisager autrement leur appartenance et à la considérer comme un obstacle à leur réussite personnelle. La politique gouvernementale de l'ingénierie sociale imposée par l'école et les institutions administratives ainsi que les effets de l'environnement social font en sorte que la culture dominante pénètre les jeunes générations sans que leurs parents n'aient de réaction visible. La culture ethnique a subi une certaine dévalorisation et elle a été confinée au milieu familial. Pendant de nombreuses années, ni l'État, ni l'opinion publique ne reconnaissaient les différents groupes ethniques et ne respectaient leurs droits culturels.

Les transformations politiques de l'Europe de la fin du XX^e siècle – la chute du mur de Berlin, les grandes migrations – ont permis d'avoir une nouvelle vision de l'interculturalité. Le passage d'une conception essentialiste de l'identité à celle voulant qu'elle repose sur un rapport dialogique avec d'autres identités (Taylor, 1999, p. 41-89) est à l'origine du discours d'égalité qui s'est imposé graduellement tant dans les relations inter-personnelles que dans la sphère publique, reconnaissant dorénavant le droit à l'expression de la différence dans les sociétés démocratiques. Ainsi, d'anciennes associations réapparaissent et de nouvelles sont mises sur pied. Ce fait revalorise, dans la société actuelle, la vie associative fondée sur des cultures différentes. Actuellement, les Maisons de la Culture organisent des activités en incitant leurs membres à s'intéresser aux racines, à la mémoire, à la langue, à la culture de leur communauté d'origine. Les dernières études sur ce sujet montrent le rôle des associations dans la redéfinition de la notion de patrimoine et dans la construction d'un rapport au passé collectif inscrit dans un ensemble d'interactions avec les autres (Cerclet, 2003, p. 15-22).

Plusieurs exemples peignent un tableau de métissage présentant la cohabitation durable des langues et des cultures.

Politique culturelle des associations – les communautés de la ville

Les politiques culturelles favorisent la coexistence en soutenant l'introduction des valeurs communes au sein de la société et la réalisation de programmes sociaux et économiques du pouvoir local qui trouvent leur place dans la stratégie du développement durable (D'Angelo, 2000, p. 26). C'est un processus planifié qui vise le long terme et qui prend la forme d'activités et de projets variés où interagissent diverses administrations (gouvernementales, municipales, non gouvernementales). Sa principale caractéristique est d'être concret, c.-à-d. de s'inscrire dans l'espace et dans le temps; sa réalisation se traduit par l'atteinte des objectifs préétablis. En profitant des ressources de la culture, toutes les activités utilisent son caractère symbolique et nourrissent les réflexions concernant la culture et l'identité urbaines.

Les activités culturelles n'existent pas sans des gens qui les préparent et participent à leurs réalisations et qui leur donnent un sens et une valeur. Les associations communautaires les instrumentalisent afin de renforcer l'intégrité du groupe. Elles élaborent le calendrier des activités culturelles en vue de mieux présenter le groupe tant au cercle des adhérents communautaires qu'au milieu urbain. À l'occasion de dates importantes, les associations mettent sur pied des expositions documentaires qui servent à informer les visiteurs sur l'histoire, les événements mémorables et les contributions artistiques du groupe à la vie culturelle de la ville. Elles représentent aussi leurs traditions, langues, folklores, savoir-faire, pratiques patrimoniales dans lesquels la communauté se reconnaît. Les coutumes populaires et les cérémonies religieuses ont une place importante parmi les activités culturelles liées au passé commun. Évidemment, les pratiques culturelles en tant que symbole d'identité, occupent une position élevée dans l'échelle des valeurs des communautés ethniques. Plusieurs

pratiques culturelles ont lieu au siège des associations, dans les bâtiments religieux ou les endroits historiques, identifiés par des monuments. Les lieux d'exposition visent à indiquer physiquement le centre symbolique du groupe.

Enfin, le mode de vie urbain facilite les rencontres et permet d'explorer la culture des autres. Il permet aux gens de prendre part à la vie quotidienne. Les activités réalisées deviennent un espace d'échange, invitent à partager les souvenirs et les pratiques tout en favorisant un apprentissage commun.

En guise de conclusion

Les pratiques culturelles font partie du système complexe de relations qui facilitent les échanges à la faveur des interactions urbaines. Les activités publiques contribuent en outre à transmettre des concepts et des valeurs aux autres dans un dialogue égalitaire entre les communautés. Elles aident à rendre visible la présence des groupes par la présentation de sa culture et de son patrimoine à l'espace public. Au lieu de penser que la diaspora se trouve en situation de choc des cultures par son passage d'un monde à l'autre, on devrait reconnaître que les communautés en diaspora sont des médiateurs entre des mondes culturels et contribuent à enrichir la diversité des valeurs humaines.

Bibliographie

BARUH, E. 2000. *Evreite po balgarskite zemi. Rodova pamet i istoricheska sadba/Les Juifs dans les terres bulgares. Mémoire et sort historique*, Sofia, Ed. MCPMKV, (en bulgare).

BAUMAN, Z. 1995. *Life in Fragments. Essay in Postmodern Morality*, Oxford, Blackwell.

BONTE, P. et M. IZARD. 2002. *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris, Quadrige et Presses universitaires de France.

- OFFICE CENTRAL DE STATISTIQUE. 1957. *Recensement de la population de 1956*, Sofia (en bulgare).
- CERCLET, D. 2003. « Patrimoine, histoire, mémoire : le rôle des associations dans l'évolution de la notion de patrimoine », CREA, Université Lumière – Lyon II, p. 15-22.
- CHICHKOF, ST. 1926. *Plovdiv au passé et au présent. Aperçu historico-ethnographique et politico-économique*, Plovdiv, Impression commerciale.
- D'ANGELO, M. 2000. *Politiques culturelles en Europe : la problématique locale*, Strasbourg Cedex, Conseil de l'Europe.
- HOBBSAWM, E. 1990. *Nations and Nationalism since 1780. Program, Myth, Reality*, Cambridge, Cambridge University Press.
- KOLEVA, E. 1965. « Promeni na etnitcheskija sastav na naselenieto na grad Plovdiv /Changements dans la composition ethnique de la population de la ville de Plovdiv», dans *Godichnik na museite v Plovdiv/Annuaire des musées de la ville de Plovdiv*, vol.4, p. 63-75, (en bulgare).
- MAKARIEV, P. 2004. « Publichna politika i kulturni razlichia : teoretichni modeli/Politique publique et différences culturelles : modèles théoriques », dans A. Krasteva (dir.), *Ot etnochnost kam migratsia/De l'ethnicité vers la migration*, Sofia, Edition de la Nouvelle Université bulgare, p. 9-29.
- MÉTRAL, J. 2000. « Entretien avec Jean Métral », dans J. Métral (coordonné par), *Cultures en ville ou de l'art et du citoyen*, La Tour-d'Aigues, Edition de l'Aube, p. 3-22.
- MITSEVA, E. 2001. *Armencite v Bulgaria – kultura i identichnost/Les Américains en Bulgarie – culture et identité*, Sofia, Ed. MCPMKV, (en bulgare).
- REZULTATI ot prebrojavaneto na Iztotchna Roumélie/Données du recensement en Roumélie de l'Est. 1885. Plovdiv, Bureau princier bulgare de la statistique, (en bulgare).

REZULTATI ot prebrojavaneto na naselenreto v Severna i Jujna Bulgaria/Données du recensement de la population en Bulgarie du Nord et du Sud. 1888, 1892, 1901, 1905, 1910, 1927, 1934. Sofia, Bureau national de statistique, (en bulgare).

TAYLOR, CH. *et al.* 1999. *Multikulturalizmyt/Multiculturalism: Examining the Politics of Recognition.* Kritika I humanizam, Sofia, p. 41-89, (en bulgare).